

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
Z.I. Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 6 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières KLEBER MOREAU (ex Plateforme EUROVIA PCL)

186 route de Nantes
CS 42020
79000 Niort

Références : 0007202950/2025/244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement Carrières KLEBER MOREAU (ex Plateforme EUROVIA PCL) implanté 186, Avenue de Nantes Lieu-dit fief Malbâti 79000 Niort. L'inspection a été annoncée le 16/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières KLEBER MOREAU (ex Plateforme EUROVIA PCL)
- 186, Avenue de Nantes Lieu-dit fief Malbâti 79000 Niort
- Code AIOT : 0007202950
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site regroupe une installation de recyclage de déchets inertes (transit, broyage, concassage) et une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

Le site objet de ce rapport d'inspection est l'installation de recyclage de déchets inertes (plateforme de valorisation).

Un changement d'exploitant a été acté par récépissé n° E273 du 25 août 2023.

Le site géré précédemment par EUROVIA est aujourd'hui exploité par la société KLEBER MOREAU.

La surface autorisée pour l'activité relevant de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées est de 20 221 m².

L'installation de Broyage, concassage, criblage relevant de la rubrique 2515 d'une puissance déclarée de 150 kW intervient environ une fois par an.

Ces activités bénéficient du récépissé de déclaration d'antériorité du 17 juillet 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Collecte et rejet des effluents liquides	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Registre National des Terres excavées et des sédiments	Code de l'environnement du 29/07/2025, article R.541-43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de l'inspection du 26 octobre 2018	Lettre du 30/08/2018	Sans objet
3	émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 40, 41 et 50	Sans objet
4	mesure de bruit	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des difficultés à dissocier le numéro de SIRET de la plateforme de valorisation de celui de l'ISDI. Le fonctionnement des plateformes et guichets réglementaires, développées par le Ministère de la Transition Écologique, comme TrackDéchets ou GUNenv nécessite de disposer d'un numéro de SIRET par établissement. L'exploitant doit transmettre à l'inspection le Kbis actualisé de la plateforme de valorisation et le numéro de SIRET de l'établissement correspondant.

Il doit par ailleurs transmettre à l'inspection le plan des ouvrages de collecte des effluents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 26 octobre 2018

Référence réglementaire : Lettre du 30/08/2018
Thème(s) : Situation administrative, réponse inspection
Prescription contrôlée : Transmission d'une réponse à l'inspection du 22 août 2018
Constats : L'exploitant a répondu aux observations par courrier du 26 octobre 2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte et rejet des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents liquides
Prescription contrôlée : <p>La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux étanches (tuyauteries) pour les autres effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.</p>
Constats : <p>En 2018 le projet de réaménagement de la partie du site occupée par les bureaux, ateliers et parkings de l'agence EUROVIA, prévu en 2019, avait été évoqué. Ce projet impactait en partie le périmètre ICPE de la plateforme de transit avec la création d'un bassin de rétention.</p> <p>Les travaux ont été réalisés et le bassin de rétention a été créé à l'angle Nord-Est de la plateforme de transit. Un premier bassin étanche récupère semble-t-il les eaux pluviales de la surface dédiée à l'agence EUROVIA. Un second bassin d'infiltration est semble-t-il destiné à récupérer les eaux pluviales issues de la plateforme de transit et de l'ISDI.</p> <p>En 2023 la plateforme et l'ISDI ont changé d'exploitant. Lors de l'inspection les représentants de la société KLEBER MOREAU ne disposaient pas de l'historique de ces travaux et du plan des ouvrages de collecte des effluents faisant apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc.</p> <p>Le plan topographique transmis, actualisé le 29/10/2024, indique les périmètres ICPE de chacune des activités, ISDI et plateforme de transit, mais le périmètre de cette dernière ne correspond pas exactement à celui disponible dans le dossier notamment au droit des bassins.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le plan des ouvrages de collecte des effluents faisant apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 40, 41 et 50
Thème(s) : Risques chroniques, mesure des retombées de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Le nombre de points de mesure les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. [.....] L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées. Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Les mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003. [.....]
Constats : La dernière campagne de mesure a été effectuée du 4 juin au 4 juillet 2025. Le rapport n'a pas encore été transmis à l'exploitant. Les points de mesures ont été repositionnés pour encadrer l'ensemble des activités (plateforme de transit et ISDI) comme préconisé lors de la précédente inspection. Les résultats de la campagne 2024 effectuée du 5 juin au 5 juillet 2024 suivant la norme NF X 43-014 ont été présentés. Les valeurs oscillent entre 89 mg/m ² /j à l'Ouest et 211 mg/m ² /j avec un pourcentage de poussières minérales imputable à l'activité qui représente pour ces deux points de mesures 37 %. L'exploitant indique que les poussières ne font l'objet d'aucune plainte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : mesure de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, mesure de bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.

<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de mesures des émissions sonores a été effectuée du 19 au 20 septembre 2024. L'activité sur le site lors de cette période se limitait au déchargement de camions et au chargement de matériaux avec la chargeuse.</p> <p>Les niveaux sonores diurnes mesurés en limite de propriété et au droit des zones à émergence réglementée sont inférieurs aux valeurs limites réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant programmera la prochaine campagne pendant une période de concassage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Registre National des Terres excavées et des sédiments

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/07/2025, article R.541-43-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre National des Terres excavées et des sédiments</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Article R. 541-43-1 du code de l'environnement »</p> <p>« I. [...] les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, [...], les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique [...] de la réception de ces terres et sédiments. [...]Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>« II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments "[...]</p> <p>« Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le fichier du premier semestre 2025 de son registre des entrants. L'accès au site via le pont bascule est commun avec celui de l'ISDI. Le registre liste l'ensemble des entrées que ce soit sur la plateforme de transit ou dans l'ISDI. Le code traitement (D1 ou R5) indiqué permet d'identifier le site de destination ISDI ou plateforme. Les codes déchets sont correctement saisis et permettent l'extraction des codes déchets correspondant au Registre National des Terres excavées et des sédiments vers Trackdéchets.</p> <p>Il a cependant été constaté des difficultés d'association de chacun des deux sites (ISDI et plateforme de valorisation) à un numéro de SIRET. Sur GUNenv (Guichet Unique Numérique de l'environnement) le numéro de SIRET de la plateforme est le n° 02578032100193 et celui de l'ISDI le n° 41239570900022. Or ce dernier semble correspondre au numéro de l'agence EUROVIA. Par</p>

ailleurs la déclaration GERE de l'ISDI indique le n° 02578032100193 en référence et intègre semble-t-il les entrants de l'ISDI (déchets éliminés D1) et de la plateforme (déchets valorisés code R5).

Les extractions Vigiedéchets sur l'année 2024 et le début de l'année 2025 correspondant au numéro de SIRET 02578032100193 permettent néanmoins d'attester de la déclaration au RNDTS.

Le changement d'exploitant pour la plateforme de transit et l'ISDI a été acté respectivement par les récépissés E273 et E272 du 25 août 2023. Lors de ce changement d'exploitant les Kbis actualisés relatifs à chacune des deux ICPE n'avaient pas été remis. Le fonctionnement des plateformes et guichets réglementaires, développées par le Ministère de la Transition Écologique, comme Trackdéchets ou GUNenv nécessite de disposer d'un numéro de SIRET par établissement.

Les incohérences constatées entre déclaration, numéros de SIRET et nom d'exploitant ne permettent pas de répondre à la traçabilité réglementaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- préciser les quantités de déchets entrantes et sortantes pour chacun des deux sites (ISDI et plateforme de valorisation) pour l'année 2024 et transmettre le fichier de son registre dématérialisé correspondant.
- transmettre à l'inspection le Kbis actualisé de la plateforme de transit et le numéro de SIRET de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois